

# Une insidieuse remise en question des valeurs

La France est un pays béni des dieux. Les inondations de 1982, la tempête de 1999, la canicule de 2003 ne sont que de mauvais souvenirs et la menace d'un séisme suivi d'un tsunami sur la côte méditerranéenne une très hypothétique prédiction. De quoi donc nous plaindriions-nous ? Le pouvoir d'achat se dégrade, c'est vrai, mais à qui la faute : ne suffit-il pas de travailler plus pour gagner plus ? Quant à la situation des plus démunis, ne va-t-elle pas être enfin fondamentalement modifiée par l'institution du revenu de solidarité active, le RSA ? Fini l'assistanat de mauvaise mémoire, vive le prélèvement sur le capital qui va permettre de remettre activement les chômeurs au travail en créant miraculeusement de l'emploi ! Seuls des esprits chagrins auront le mauvais goût de s'étonner que les bénéficiaires du fameux bouclier fiscal soient, en l'occurrence, dispensés de mettre la main à la poche : ils donnent déjà tant à la communauté, chacun devrait leur en être reconnaissant !

Cessons de persifler. D'autres que nous souffrent effectivement beaucoup plus que les Français sur la planète. Mais est-ce une raison suffisante pour accepter sans protestation ni murmure la remise en question progressive et régulière des valeurs auxquelles nous sommes le plus attachés ? L'incontestable habileté tactique du chef de l'État et l'extrême division de l'opposition, toujours déchirée par une opposition radicale entre ses courants d'inspiration marxiste ou libérale, rendent la tâche particulièrement ardue. Nombre de nos concitoyens, légitimement préoccupés par la dégradation de leur situation économique, semblent aujourd'hui résignés à accepter, pour un temps au moins, les conséquences de leur choix majoritaire de 2007. D'autres, heureusement, et ils sont de plus en plus nombreux, ne baissent pas les bras et résistent. En témoigne notamment la levée généralisée de boucliers contre le fichier de police *Edvige*, qui permet désormais de « ficher » les préadolescents à partir de 13 ans simplement s'ils sont « susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ». Et peut-être les nouveaux débordements vis-à-vis de la laïcité suscités par la venue du pape à Paris à la surprenante invitation de la République susciteront-ils à terme une saine réaction, à commencer bien sûr parmi les nombreux catholiques attachés aux principes constitutionnels de notre pays. Acceptons-en l'augure...

À l'international, la situation n'est guère plus réjouissante. Dans le numéro de septembre de sa publication « Dossiers et documents », *Le Monde* attirait à juste titre l'attention sur la multiplication des

« murs murant le monde, symboles du repli politique et d'enfermement des populations ». L'idéologie restaurée du château-fort en quelque sorte. Moment supposé d'ouverture et de confrontation pacifique, les Olympiades de 2008 laissent un arrière-goût d'amertume et d'hypocrisie dont la cause n'est pas seulement le fait de leur pays d'accueil. Les conflits chroniques ouverts renaissent régulièrement, ici et là (au Proche-Orient, en Asie, en Afrique,...), des cendres qu'ils provoquent. Un certain renouveau peut-il venir de l'Ouest ? Jusqu'aux élections américaines du 4 novembre, on peut se donner l'illusion ou l'espoir d'y croire...

\*

Dans ce contexte pour le moins préoccupant, *Diasporiques/Cultures en mouvement* persiste et signe dans la ligne que cette revue s'est fixée : fournir à ses lecteurs des informations et des éléments de réflexion sur les dimensions politiques et sociales des faits de culture constitutifs du tissu relationnel de notre société. Ce troisième numéro de la nouvelle série revient sur les questions d'identité, en mettant principalement cette fois l'accent sur deux de ses constituants fondamentaux : les langues et les territoires. Les langues, dont la diversité est enfin reconnue par notre pays comme un élément patrimonial, mais de façon réductrice puisque les langues non territoriales d'héritage ne font pas formellement partie de celles que mentionne maintenant la Constitution. Les territoires, dont le rôle spécifique a été bien éclairé par les travaux des premières rencontres *Culture, Territoires, Solidarité* organisées en mai 2008 par la Ligue de l'enseignement à Saint-Brieuc et qu'illustrent plusieurs des articles de la revue.

Nous sommes reconnaissants à Louis Schweitzer, président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, d'ouvrir le présent numéro en nous rappelant qu'il n'est pas de discriminations « mineures » et que dès lors la lutte à mener contre elles les concerne toutes. Quant à son engagement en faveur de l'égalité, il conforte notre propre volonté de mettre en valeur la richesse que constitue la coexistence interactive d'une multiplicité d'histoires et de cultures au sein d'une même nation. ☉

diasporiques ASSOCIATION



Année européenne du dialogue interculturel 2008

la ligue de l'enseignement  
un avenir par l'éducation populaire